

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE N° 3400/DEF/DCSSA/OL/ER**

relative au ravitaillement sanitaire du service courant des corps, unités, établissements et organismes des armées et du service de santé abonnés à un établissement de ravitaillement sanitaire implanté dans un département, dans un territoire d'outre-mer ou dans un pays étranger.

*Du 13 novembre 1997*

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES : *sous-direction organisation, logistique ; bureau équipements, ravitaillement.*

**CIRCULAIRE N° 3400/DEF/DCSSA/OL/ER relative au ravitaillement sanitaire du service courant des corps, unités, établissements et organismes des armées et du service de santé abonnés à un établissement de ravitaillement sanitaire implanté dans un département, dans un territoire d'outre-mer ou dans un pays étranger.**

*Du 13 novembre 1997*

NOR D E F E 9 7 5 4 0 8 7 C

---

*Référence :*

Instruction 2727 /DEF/DCSSA/OL/ER du 24 septembre 1997 (BOC, p. 5045).

*Textes abrogés :*

Circulaire n° 342/DEF/DCSSA/OL/ER du 17 février 1989 (BOC, p. 809) et son modificatif du 24 octobre 1994 (BOC, p. 4188).

Erratum du 5 janvier 1998 (BOC, p. 306) NOR DEFE9854087Z

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 620-71.2.2.

*Référence de publication :* BOC, p. 4872.

---

SOMMAIRE

Préambule.

Article premier. Approvisionnement des établissements de ravitaillement sanitaire implantés outre-mer.

Article 2. Conditions de modalités de ravitaillement des corps et unités.

Article 3. Modalités d'élaboration des demandes de ravitaillement sanitaire.

Article 4. Document abrogé.

**Préambule.**

L'instruction citée en référence a exclu de son champ d'application les corps, unités, établissements et organismes des armées ravitaillés par un établissement de ravitaillement sanitaire implanté outre-mer. Cette disposition vise à permettre à chaque direction interarmées du service de santé outre-mer de pouvoir définir en fonction des besoins locaux :

- les articles pouvant être ravitaillés par la pharmacie ou le dépôt de ravitaillement placé sous ses ordres, au profit des hôpitaux des armées, centres médicaux interarmées, services médicaux, cabinets dentaires des corps et unités relevant de son autorité technique ;
- les procédures les mieux adaptées au ravitaillement des formations précitées.

La présente circulaire a pour but de définir le cadre dans lequel doivent être prises les dispositions concernant leur ravitaillement sanitaire.

#### Article premier.

#### **Approvisionnement des établissements de ravitaillement sanitaire implantés outre-mer.**

Les modalités d'approvisionnement des établissements de ravitaillement sanitaire implantés outre-mer sont définies dans les articles 25 à 27 de l'instruction citée en référence.

La nature et le volume des approvisionnements à réaliser sont arrêtés par chacun des directeurs interarmées du service de santé concerné ; elle n'est limitée que par le montant des crédits alloués aux établissements, soit sous forme de compte en valeur, en ce qui concerne l'acquisition de matériels et médicaments auprès de l'établissement métropolitain de rattachement, soit sous forme de crédits budgétaires (chap. 34-02, art. 20), en ce qui concerne l'acquisition de médicaments et matériels non inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant de la direction des approvisionnements et des établissements centraux (*DAEC*).

#### Article 2.

#### **Conditions de modalités de ravitaillement des corps et unités.**

Afin de tenir compte des besoins spécifiques au territoire d'implantation, chaque directeur interarmées du service de santé définit les conditions dans lesquelles les services médicaux d'unités et les formations placées sous son autorité technique sont ravitaillés par l'établissement de ravitaillement local.

Ces modalités doivent s'inspirer des principes définis dans l'instruction citée en référence.

#### **I. *MATERIELS DE LA DOTATION REGLEMENTAIRE.***

Les services médicaux d'unités, cabinets dentaires, structures de sélection doivent détenir les matériels de la dotation visée à l'article 2, paragraphe I de l'instruction précitée, chaque dotation représente les quantités minimales de matériels non consommables qui doivent être disponibles en permanence dans ces formations.

#### **II. *ARTICLES HORS DOTATION REGLEMENTAIRE.***

Ces articles sont soit des articles d'approvisionnement centralisé soit des articles non centralisés.

##### **1. *Articles centralisés.***

Ces articles sont ravitaillés par la *DAEC* ; ils sont inscrits au catalogue des approvisionnements du service courant. Ils sont commandés à l'établissement de ravitaillement local qui s'approvisionne auprès de son établissement pourvoyeur de métropole.

##### **2. *Articles décentralisés.***

Afin de tenir compte des conditions d'exercice local de la médecine, chaque directeur interarmées du service de santé définit les matériels et médicaments, non ravitaillés par la *DAEC*, auxquels ont droit les services médicaux d'unités. La liste de ces articles leur est adressée annuellement. Ils sont réalisés directement dans le secteur privé au moyen des crédits budgétaires visés à l'article premier ci-dessus.

#### Article 3.

#### **Modalités d'élaboration des demandes de ravitaillement sanitaire.**

#### **I. *FORMULATION DES DEMANDES DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE.***

Les demandes sont formulées auprès de l'établissement de ravitaillement local sur les mêmes états que ceux définis pour le ravitaillement sanitaire de formations de métropole. Il s'agit d'états de demande préimprimés et non préimprimés prévus dans l'instruction précitée.

Chaque établissement de ravitaillement sanitaire implanté outre-mer doit adresser à la *DAEC* pour le 2 novembre de chaque année, une prévision de ses besoins en états de demande pour l'année suivante ; ces états font l'objet de deux expéditions couvrant chacune les besoins d'un semestre.

## **II. *PERIODICITE DES DEMANDES DE RAVITAILLEMENT SANITAIRE.***

La périodicité des demandes est définie par chaque directeur interarmées du service de santé afin de tenir compte des besoins locaux.

Article 4.

### **Document abrogé.**

La circulaire 342 /DEF/DCSSA/OL/ER du 17 février 1989 modifiée, relative au ravitaillement sanitaire du service courant destinés aux corps, unités, établissements et organismes des armées et du service de santé abonnés à un établissement de ravitaillement sanitaire implanté dans un département, dans un territoire d'outre-mer ou dans un pays étranger est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le médecin général, sous-direction organisation logistique,*

Michel NUGEYRE.